

Le 07/06/2018

**Attestation d'accessibilité  
d'un ERP de 5<sup>ème</sup> catégorie conforme au 31 décembre 2014  
exemptant d'Agenda d'Accessibilité Programmée**

*(Envoi en Recommandé avec Accusé de Réception au préfet de département)*

Conformément à l'article R.111-19-33 du code de la construction et de l'habitation,

Je soussigné(e), *Christian Sorine, représentant la SARL Christian Sorine Siret 752027540  
Situé au 1 place de la Poste 71150 Cheilly Les Maranges], dénommé ou enregistré sous  
l'enseigne : SARL Christian Sorine*

atteste sur l'honneur que l'établissement sus-mentionné répond à ce jour aux règles  
d'accessibilité en vigueur au 31 décembre 2014

J'ai pris connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse  
attestation, en application des articles 441-1 et 441-7 du code pénal.

Christian Sorine

Article 441-1 du code pénal

Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques.

Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende.

Article 441-7 du code pénal

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait :

1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;

2° De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;

3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui.